



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 16/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**DALKIA - Chaufferie CHU Charles Perrens**

121 rue de la Béchade  
33000 Bordeaux

Références : 24-903

Code AIOT : 0100282627

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2024 dans l'établissement DALKIA - Chaufferie CHU Charles Perrens implanté 121 rue de la Béchade 33000 Bordeaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été réalisée dans le cadre d'une action départementale visant à contrôler les installations de combustion dans la zone du Plan de Protection de l'Atmosphère de l'agglomération de Bordeaux.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DALKIA - Chaufferie CHU Charles Perrens

- 121 rue de la Béchade 33000 Bordeaux
- Code AIOT : 0100282627
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est une chaufferie biomasse de 10 MW, constituée de 2 chaudières bois de 3,75MW et 5,75 MW. Une chaudière fonctionnant au gaz de 4,5MW est destinée à secourir l'installation en cas de panne des chaudières biomasse.

La chaufferie est destinée à l'alimentation en eau chaude sanitaire et chauffage du centre hospitalier Charles Perrens (en priorité) et du centre hospitalier Pellegrin voisin (si la puissance fournie permet de fournir à ce "client").

L'installation permet de couvrir environ 80% des besoins des deux centres hospitaliers. Il est à noter que le centre hospitalier de Pellegrin dispose d'une installation de combustion distincte qui permet de combler ses besoins.

Pour les besoins de la chaufferie, le site réalise un stockage de bois d'environ 1300 m<sup>3</sup>.

Le site est soumis à déclaration au titre de la rubrique 2910 (installation de combustion) et 1532 (stockage de bois). Il a réalisé cette déclaration en date du 25/04/2014, et dispose du récépissé du 28/04/2014 actant cette déclaration auprès de la préfecture de Gironde.

La chaufferie emploie environ 2 personnes à temps plein, dépendant des périodes de l'année.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Alimentation en combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I> 2.5 et I> 2.13	Demande d'action corrective	3 mois
5	Stockage de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I>3.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Valeurs limites d'émissions	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I> 6.2.4 à 6.2.7	Demande d'action corrective	1 mois
7	Surveillance de la pollution rejetée	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I> 6.3	Demande d'action corrective	1 mois
9	Détection d'incendie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article i> 2.16	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 03/08/2018, article R511-9	Sans objet
2	Contrôles périodiques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I> 1.1.2 de l'AM et R512-55 à R512-60 du code de l'environnement	Sans objet
3	Contrôle qualité combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I>6.2.1	Sans objet
8	Contrôle de la combustion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I> 2.14	Sans objet
10	Détection gaz sur la chaufferie gaz	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I> 2.16	Sans objet
11	Conduite des installations	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I 3.8	Sans objet
12	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I>4.6	Sans objet
13	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I> 4.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater le respect global des prescriptions de fonctionnement de l'établissement, aux remarques près, mentionnées dans le présent rapport.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 03/08/2018, article R511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Rubrique 2910 :</b> Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :

<p>1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW (E)</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)</p> <p>B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse :</p> <p>1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW (E)</p> <p>2. Des combustibles différents de ceux visés au point 1 ci-dessus, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 0,1 MW, mais inférieure à 50 MW (A)</p> <p>(A) : régime de l'autorisation (E) : régime de l'enregistrement (DC) : régime de la déclaration avec contrôles périodiques</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose du récépissé du 28/04/2014 qui précise qu'il exploite une installation soumise aux rubriques 2910 et 1532. Le contenu de cette déclaration, consulté lors de l'inspection, correspond au niveau d'activités constaté sur le site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Contrôles périodiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I&gt; 1.1.2 de l'AM et R512-55 à R512-60 du code de l'environnement</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Contrôles périodiques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 1.1.2 de l'AM :</b> L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. [...] Le délai maximal pour la réalisation du premier contrôle est défini à l'article R. 512-58 du code de l'environnement. L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p> <p><b>Article R512-57 du code de l'environnement</b> I. - La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. Toutefois, cette périodicité est portée à dix ans maximum pour les installations dont le système de " management environnemental " a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 par un organisme de certification accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi par la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation " ou " EA ").</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le dernier rapport de contrôle périodique datant du 27/04/2016. Ce contrôle ne faisait l'objet d'aucune non-conformité.</p> <p>L'installation étant certifiée ISO 14001, la périodicité de contrôle est de 10 ans et est donc respectée.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a fourni la preuve de certification de l'entreprise, datée du 19-10-2023 et valable jusqu'au 31 juillet 2026.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Contrôle qualité combustible

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I&gt;6.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité du combustible</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>6.2.1. Combustibles utilisés</p> <p>Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration et aux caractéristiques préconisées par le constructeur des appareils de combustion.</p> <p>Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A.</p> <p>Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le suivi du combustible, qui est réalisé via un Tableur et permet de lister la provenance du bois, la quantité, le fournisseur, etc... Ce tableau permet de vérifier que les produits entrants correspondent aux combustibles prévus. L'exploitant a en outre précisé avoir un marché avec BEF et un contrat qui prévoit la fourniture de bois répondant à la définition de la rubrique 2910-A.</p> <p>Enfin, le technicien a précisé que plusieurs contrôles sont réalisés lors de la réception de biomasse:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- contrôle du taux d'humidité pour attester du respect du cahier des charges</li> <li>- contrôle visuel du bois lors de la livraison (questions au chauffeur + arrêt au bout de quelques m<sup>3</sup> pour déterminer par sondage si la livraison est conforme)</li> </ul>

Ainsi, l'exploitant s'assure que les combustibles reçus correspondent à la définition de biomasse qui peut être admise dans l'installation de combustion.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Alimentation en combustible**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I> 2.5 et I> 2.13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Sécurité de l'alimentation en combustible

**Prescription contrôlée :**

2.5 :

Des aires de stationnement sont aménagées pour accueillir les véhicules assurant l'approvisionnement en combustible et, le cas échéant, l'évacuation des cendres et des mâchefers. Cette disposition ne concerne pas les installations dont le nombre d'heures d'exploitation est inférieure à 500 h/an.

2,13 :

Les réseaux d'alimentation en combustible sont conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments « ou du local » s'il y en a, pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

**Constats :**

Le site dispose bien d'aires de stationnement pour l'approvisionnement en combustible et l'évacuation des cendres.

Par ailleurs, l'inspection a constaté par sondage que les réseaux d'alimentation sont correctement signalés au sein de l'installation et protégés.

Enfin, un dispositif de coupure de l'alimentation en combustible est présent sur chacune des chaudières. S'agissant des chaudières biomasse, l'exploitant a indiqué réfléchir à rendre plus accessible les dispositifs de coupure, qui sont bien en aval du stockage de biomasse mais sont situés à l'intérieur du local d'alimentation en combustible. Ceci constitue une non-conformité aux dispositions réglementaires suscitées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

<p>L'exploitant procède sous trois mois au déplacement des dispositifs de coupure de alimentation combustible à l'extérieur du bâtiment s'agissant des chaudières biomasse.</p> <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant justifie des mesures mises en œuvre afin de réaliser ce déplacement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Stockage de produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I>3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits dangereux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>3.5. Etat des stocks des produits (Arrêté du 8 décembre 2022, article 1er 13°)</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus et de combustibles consommés, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a précisé qu'il ne dispose pas d'un registre de suivi des produits dangereux en raison de la faible quantité présente sur site. Il dispose cependant des différentes fiches de données de sécurité des produits stockés. Ces produits étant tous stockés dans le même local, l'exploitant ne l'a pas explicitement spécifié sur un plan.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant met en place, dans un délai d'un mois, le registre prévu à l'article 3.5 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 suscité et y annexe un plan indiquant l'endroit où ces produits sont stockés.</p> <p>Il transmet ces éléments à l'inspection sous le même délai.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Valeurs limites d'émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I> 6.2.4 à 6.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions définies aux articles mentionnés ci dessus et applicables à son installation.</p>



<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis en amont de l'inspection le dernier rapport de contrôle daté du 18/05/2022 pour les chaudières biomasse (mesures du 28/04/2022 au 29/04/2022) Ce contrôlé fait état d'un dépassement sur la chaudière 1 pour les dioxines et furanes, mesurées à 1,52 ng I-TEQ/Nm<sup>3</sup> au lieu des 0,1 ng I-TEQ/Nm<sup>3</sup> prévus. Les autres polluants mesurés respectaient les valeurs limites prévues.</p> <p>L'exploitant n'a pu justifier les raisons de ce dépassement, et a indiqué ne pas avoir pu retracer, lors de la réception du rapport de mesures, d'éléments qui permettraient d'expliquer cette valeur. (pas d'incident de fonctionnement ce jour la ni de problème sur l'approvisionnement en biomasse) Une nouvelle mesure a été réalisée en décembre 2022 sur cette chaudière et la valeur mesurée en dioxines et furanes était conforme (0,0000470 ng I-TEQ/Nm<sup>3</sup>) L'exploitant a indiqué ne pas avoir pu faire de mesures plus tôt en raison de la disponibilité de l'organisme, des différentes opérations de maintenance, et de l'arrêt de la chaudière durant l'été en raison d'une plus faible demande.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant veille à respecter les valeurs limites applicables à l'établissement. Il s'assure de procéder à une analyse systématique et met en place, les actions nécessaires, dès qu'il a connaissance de valeurs dépassant les limites applicables. L'analyse et les actions mises en œuvre sont enregistrées et disponibles auprès de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 7 : Surveillance de la pollution rejetée

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I&gt; 6.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW [...] par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, poussières, NO<sub>x</sub> et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.</p> <p>II. La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la</p>

<p>définition de biomasse.</p> <p>III. Pour les appareils de combustion « fonctionnant moins de 500 h par an » des mesures périodiques sont réalisées a minima toutes les 1 500 heures d'exploitation. La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans.</p> <p>IV. Le premier contrôle est effectué quatre mois au plus tard après la mise en service de l'installation. A cette occasion, les teneurs en composés organiques volatils (hors méthane) et en formaldéhyde sont déterminées lorsque ces polluants sont réglementés.</p> <p>VI. Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant réalise les mesures des polluants susmentionnés et a fourni les derniers rapports de mesures datant d'avril 2022 (et une mesure uniquement pour les dioxines et furanes datant de décembre 2022) pour les chaudières biomasse et décembre 2022 pour la chaudière gaz.</p> <p>Il a indiqué que les mesures étaient programmées pour les 5 et 6 décembre 2024.</p> <p>Il est à noter que la périodicité de 2 ans n'est pas respectée pour les chaudières biomasse: les mesures auraient du être réalisées au plus tard au cours du mois d'avril 2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet, à réception, les rapports des mesures réalisées en décembre 2024, accompagnées en cas de dépassement d'un analyse et d'un plan d'actions le cas échéant.</p> <p>Il veille à respecter la périodicité de 2 ans pour les mesures.</p> <p>Enfin, si l'exploitant souhaite demander l'application de l'article 1.4.2 de l'arrêté du 3 août 2018 (appareils de secours fonctionnant moins de 500h par an) pour sa chaudière gaz, il en formule la demande à l'inspection et détaille les mesures mises en place afin de suivre les heures de fonctionnement de cet appareil.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 8 : Contrôle de la combustion**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I&gt; 2.14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle de la combustion</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.</p> <p>Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement entraîne la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Les appareils de combustion sont bien équipés de dispositifs permettant de suivre leur fonctionnement (suivi de température, de chaleur délivrée, de puissance réelle...) qui sont reportés en salle de supervision de la chaufferie.</p> <p>Par ailleurs, en dehors des heures ouvrées, un système d'astreinte est mis en place et les défauts qui peuvent être rencontrés sur l'installation sont transmis au personnel d'astreinte concerné.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Détection d'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article i&gt; 2.16</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection d'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Un dispositif de détection automatique d'incendie équipe les locaux abritant tout type d'installation de combustion ou directement l'appareil de combustion, comme mentionné au point 4.2 de la présente annexe.</p> <p>« Pour les installations dont le dossier de déclaration est antérieur au 1er mars 2023, et qui ne sont pas situées en sous-sol, la détection automatique d'incendie s'applique à compter du 1er juillet 2024.</p> <p>« L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences du point 2.13 de la présente annexe. Des étalonnages sont régulièrement effectués. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que le site est équipé d'un système de détection incendie.</p> <p>Ce système a fait l'objet d'une visite de contrôle le 29/10/2024 suivant le référentiel APSAD R7.</p> <p>Le compte rendu de cette visite mentionne en première page que le système n'est pas en bon état de fonctionnement, étant donné que des dérangements étaient présents lors de la visite (certaines zones hors service car des travaux par points chauds étaient réalisés lors de la visite). En revanche, le rapport indique un bon fonctionnement pour l'ensemble des équipements testés lors du contrôle ainsi que pour le scénario de mise en sécurité testé.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'il était prévu une seconde visite de l'organisme de contrôle afin de</p>

délivrer le Q7 relatif à ce contrôle.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à réception et dans un délai maximal d'un mois, le document Q7 permettant de conclure que le système de détection incendie fonctionne correctement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 10 : Détection gaz sur la chaufferie gaz

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article i> 2.16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection de gaz
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol. Ce dispositif coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.
<b>Constats :</b>  Un dispositif de détection gaz est bien en place dans l'installation. Le dernier rapport de contrôle, datant du février 2024, a été présenté par l'exploitant lors de l'inspection et n'a pas amené de remarque particulière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Conduite des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I 3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conduite des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations sont exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.  Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise : <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les générateurs de vapeur ou d'eau surchauffée, lorsqu'ils répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel « du 20 novembre 2017 relatif au suivi des équipements sous pression et des récipients à pression simples » ;</li> <li>- pour les autres appareils de combustion, si le mode d'exploitation assure une surveillance</li> </ul>

permanente de l'installation permettant au personnel soit d'agir à distance sur les paramètres de fonctionnement des appareils et de les mettre en sécurité en cas d'anomalies ou de défauts, soit de l'informer de ces derniers afin qu'il intervienne directement sur le site.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalie(s) provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci est protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination du (des) défaut(s) par le personnel d'exploitation, au besoin après intervention sur le site.

**Constats :**

L'exploitation de l'installation est réalisée par des techniciens qualifiés et formés au fonctionnement des appareils.

Le technicien en charge de l'exploitation lors de l'inspection a notamment présenté les différents contrôles de bon fonctionnement réalisés, qui permettent de garantir une bonne combustion et ajuster les différents paramètres si besoin. Par ailleurs, lors des heures où l'installation est en fonctionnement sans personnel présent, les personnels d'astreinte sont alertés immédiatement en cas de défaut et une intervention est réalisée sur le site si besoin.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Consignes d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I>4.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Consignes d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ;
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité ;
- les consignes pour les démarrages et les arrêts : les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible.

**Constats :**

L'inspection a pu examiner les différentes consignes rédigées et affichées dans l'installation sans

remarque particulière. Le personnel rencontré lors de la visite a bien connaissance de ces différentes consignes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I> 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux visés au premier alinéa du point 2.4.2 sont équipés de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'au moins un extincteur par appareil de combustion (avec un maximum exigible de deux extincteurs), répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Ils sont accompagnés d'une mention : " Ne pas utiliser sur flamme gaz ". Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières présentes dans les locaux ;</li> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local ;</li> <li>- d'un système de détection automatique d'incendie « comme mentionné au point 2.16 de la présente annexe ».</li> </ul> <p>Ces moyens peuvent être complétés en fonction des dangers présentés et de la ressource en eau disponible :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé, implantés de telle sorte que, d'une part, tout point de la limite des locaux se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil et que, d'autre part, tout point de la limite des locaux se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m3/h pendant une durée d'au moins deux heures. A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du stockage ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours ;</li> <li>- de robinets d'incendie armés, répartis dans les locaux visés au premier alinéa du point 2.4.2 en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel.</li> </ul> <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>Le personnel est formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation est équipé des moyens de lutte contre l'incendie requis, la visite du site a notamment permis de constater la présence de plusieurs extincteurs ainsi que de plans de locaux facilitant l'intervention des services de secours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

